

Ukraine : mesures d'austérité dictées par le FMI

- Actualité politique internationale - Europe - Ukraine -

Date de mise en ligne : mardi 7 septembre 2010

Description :

Le Parti communiste d'Ukraine a proposé la tenue d'un référendum national sur la question de la coopération avec le Fonds monétaire national (FMI), en lien avec les exigences du FMI, d'augmenter les prix des biens et des services en Ukraine, y compris ceux des services publics.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Parmi les mesures principales liées ? ce nouveau plan de rigueur : l'augmentation de 50% des prix du gaz d'ici avril 2011, alignant les prix nationaux du gaz sur le prix du gaz importé, et le recul de l'âge de départ ? la retraite des femmes de cinq ans d'ici 2020.

« Si le gouvernement est incapable de résister ? la pression du FMI et des autres terroristes financiers internationaux, alors nous, députés du groupe Communiste, proposons d'en appeler directement au peuple et de décider d'un référendum Ukrainien sur l'interdiction de la coopération de l'Ukraine avec le FMI sur la base de conditions aussi asservissantes : précisément l'augmentation du prix de biens et des services, y compris des services publics, jusqu' ? qu'ils atteignent les soi-disant standards mondiaux (le niveau du G7), sans une augmentation correspondante des salaires moyens, des retraites et des allocations sociales au niveau de ces pays », a déclaré le secrétaire-général du Parti communiste d'Ukraine, Petro Symonenko.

Il a dénoncé par ailleurs la volonté d'étranglement de la société et de l'économie ukrainienne derrière ces mesures dictées par le FMI : « Le FMI fait en sorte que conditions ? l'octroi d'un crédit fassent obstacle, par exemple, au développement de la haute technologie ou ? la création d'emplois, par la constitution d'entreprises compétitives sur le marché mondial. Le FMI fait en sorte que les conditions du prêt empêchent d'investir dans la santé et dans les soins médicaux, pour augmenter l'espérance de vie en Ukraine. Le FMI n'exige pas la mise en place d'un impôt progressif ou d'impôt sur les biens de luxe ».

Il a aussi fait remarquer que le Parti communiste avait proposé un système de mesures compensatoires pour neutraliser l'effet des augmentations d'août du prix du gaz et des services publics sur les Ukrainiens, mais « jusqu' ? présent, le gouvernement a fait exactement l'inverse ».

16 août 2010

Sources : articles de la presse ukrainienne/article du Morning Star/communiqué du PC d'Ukraine

Traduction AC <http://solidarite-internationale-pc...>